

PAGE 2

Les médecins,
groupe prioritaire
de vaccination

PAGE 3

Le rôle du médecin
généraliste vis-à-vis
de ses patients

PAGE 5

La campagne
de vaccination
de masse

PAGE 7

Les moyens
d'information
des médecins

Attitudes et pratiques des médecins généralistes > vis-à-vis de la vaccination contre la grippe A/H1N1

PAYS DE LA LOIRE

NOVEMBRE 2011

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA SANTÉ • UNION RÉGIONALE DES PROFESSIONS DE SANTÉ DES MÉDECINS LIBÉRAUX

Dès l'été 2009, face aux prévisions annonçant une vague épidémique de la grippe A/H1N1 débutant à l'automne, le gouvernement français a organisé une campagne de vaccination de masse non obligatoire. La mise en place de cette campagne s'est effectuée de façon progressive à partir d'octobre. Dans un premier temps à destination des personnels de santé, reconnus comme groupe prioritaire, la campagne s'est ensuite adressée aux personnes à risque (femmes enceintes, entourage des nourrissons, personnes asthmatiques, diabétiques...) et enfin, à partir de novembre, à l'ensemble de la population. Ce programme a d'abord été uniquement mené dans des centres de vaccination spécifiquement dédiés puis a été étendu, à partir de janvier 2010, dans les cabinets de médecins libéraux.

Dans les Pays de la Loire, la majorité des médecins généralistes interrogés en juin 2010 ont choisi, en tant que professionnels de santé, de suivre les recommandations : 72 % d'entre eux déclarent *s'être fait vacciner contre la grippe A/H1N1*, contre 61 % au niveau national.

La majorité des médecins généralistes ont été fortement sollicités par leurs patients tout au long de cette campagne : 74 % d'entre eux disent qu'ils ont été, à *partir de novembre 2009, souvent à très souvent sollicités par leurs patients ou d'autres personnes pour donner leur avis sur la vaccination*. Les trois quarts d'entre eux disent l'avoir alors conseillé *aux adultes jeunes à risque*. Néanmoins, 30 % seulement *pensent que la vaccination aurait dû être obligatoire* pour ces personnes.

Concernant l'organisation de la campagne de vaccination elle-même, seuls trois médecins sur dix déclarent qu'*en novembre 2009, ils étaient favorables à son organisation dans les centres dédiés*.

Les sources officielles (ministère, agences) ainsi que les revues médicales ont été les principales sources d'information qui ont permis aux médecins de la région de construire leur point de vue sur la grippe A/H1N1 et le vaccin. Cependant, les généralistes sont partagés quant à *l'information reçue des autorités sanitaires tout au long de la campagne, la moitié d'entre eux déclarant trouver qu'elle n'était pas suffisante*¹.

1 - Plutôt pas ou pas du tout suffisante

Les médecins groupe prioritaire de vaccination

Dès l'été 2009, face aux prévisions annonçant une vague épidémique de la grippe A/H1N1 débutant à l'automne, le gouvernement français a opté pour la mise en place d'une campagne de vaccination de masse et considéré que la vaccination des professionnels de santé était une priorité.

Lorsqu'on leur demande de se remémorer l'état d'esprit dans lequel ils étaient en juillet 2009, au moment où les professionnels de santé ont été identifiés comme le premier groupe devant accéder à la vaccination, 71 % des généralistes des Pays de la Loire déclarent être alors favorables² pour eux-mêmes à cette priorité. Cette opinion est plus souvent partagée par les médecins exerçant en groupe (74 % vs 62 % pour ceux qui exercent seuls) et ceux installés en zone rurale (72 % vs 64 % pour ceux exerçant en zone urbaine)³. 23 % des médecins disent que leur opinion sur cette priorité a changé depuis, qu'ils y soient initialement défavorables (29 %) ou favorables (21 %). Enfin, 27 % des médecins pensent que la vaccination contre la grippe A/H1N1 aurait dû être obligatoire pour les professionnels de santé.

Dans la région, 72 % des généralistes libéraux déclarent *s'être fait vacciner contre la grippe pandémique A/H1N1*. Ce taux est plus élevé parmi les médecins en groupe (79 % vs 58 %) et parmi ceux de moins de 45 ans (86 % vs 68 %). Il est également plus élevé parmi

les médecins qui sont de façon générale *très favorables à la vaccination* (78 % vs 57 %), parmi ceux qui ont déjà été vaccinés contre la grippe saisonnière (80 % vs 24 %), ceux qui estiment que les informations délivrées par les autorités sanitaires ont été suffisantes tout au long de la campagne (80 % vs 65 %), ainsi que ceux qui *ont eu un de leurs patients hospitalisé pour une infection grippale A/H1N1* (82 % vs 67 %).

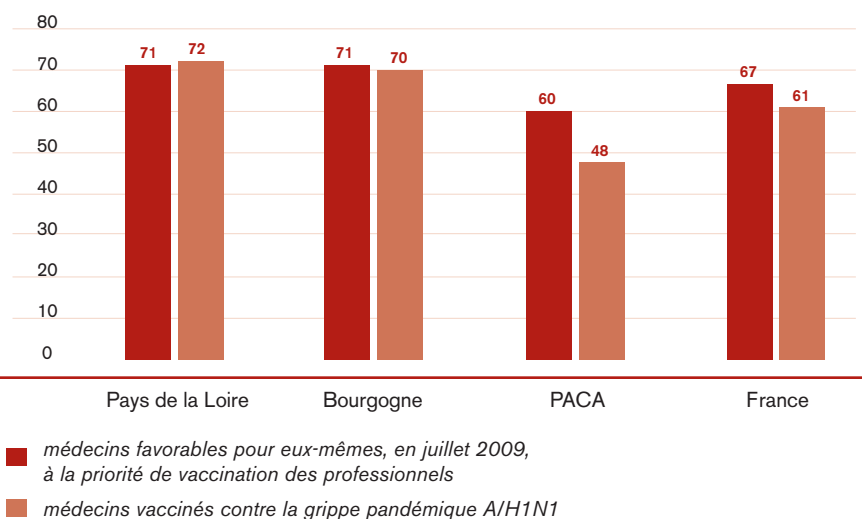
Le taux de vaccinés est de 80 % parmi les médecins généralistes déclarant *souffrir d'une pathologie chronique, qui nécessite des soins réguliers depuis plus de six mois*.

61 % des médecins s'étant fait

vacciner contre la grippe pandémique l'ont été dans un centre de vaccination, 38 % à l'hôpital et 1 % seulement en cabinet. La grande majorité d'entre eux se sont fait vacciner en novembre 2009 (84 %), 14 % en décembre et les 2 % restants en janvier-février 2010.

Cependant, malgré leur adhésion à la vaccination relativement importante, *les informations contradictoires diffusées dans les médias* ont constitué une réelle difficulté et source de doute pour les médecins généralistes. Ainsi, lorsqu'on les interroge sur *les éléments qui ont pu les faire hésiter voire renoncer à la vaccination pandémique pour eux-mêmes*, la majorité des médecins

FIG. 1 Attitudes des médecins face à la vaccination contre la grippe A/H1N1 pour eux-mêmes
Pays de la Loire, Bourgogne, PACA, France (en %)



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale, juin-décembre 2010. Pays de la Loire, Bourgogne, PACA, France, ORS, URPS-ml, Drees
Exploitation : ORS Pays de la Loire

72%

**DES GÉNÉRALISTES DÉCLARENT
S'ÊTRE FAIT VACCINER
CONTRE LA GRIPPE
PANDÉMIQUE A/H1N1**

généralistes citent cette proposition de réponse, et ceci qu'ils se soient fait vacciner (69 %) ou qu'ils aient choisi de ne pas le faire (82 %). Les médecins non vaccinés citent également *le manque de confiance dans les pouvoirs publics* (73 %), la faible gravité

de l'épidémie (68 %) et le manque de données fiables sur l'efficacité du vaccin (62 %). La crainte des effets secondaires est également évoquée par la moitié de ces médecins.

La région des Pays de la Loire se distingue par un taux de médecins vaccinés contre la grippe A/H1N1 plus élevé qu'au niveau national (72 % *vs* 61 %). A l'inverse, en région PACA, le taux est nettement plus faible (48 %). Cette spécificité de la région PACA se retrouve en ce qui concerne la part des médecins généralistes qui étaient favorables, à l'idée de se faire vacciner en juillet

2009 (60 %), la vaccination des professionnels de santé étant alors identifiée comme une priorité, et la part de ceux qui pensent que *la vaccination aurait dû être obligatoire* pour les professionnels de santé (19 %) (FIG.1).

2 - Très ou plutôt favorable
3 - Écarts significatifs "toutes choses égales par ailleurs"
(régression logistique avec un risque alpha=0,05)

Le rôle du médecin généraliste vis-à-vis de ses patients

La campagne de vaccination de la grippe A/H1N1 de masse a été organisée de façon progressive auprès de la population. Après les professionnels de santé eux-mêmes, le gouvernement a ciblé dans un premier temps (en octobre-novembre 2009) la vaccination des sujets à risque (femmes enceintes, entourage des nourrissons, personnes présentant une pathologie chronique sévère, une maladie respiratoire, auto-immunes, etc.), puis la campagne a été étendue, fin novembre, à l'ensemble de la population.

De façon générale, les médecins

généralistes jouent un rôle essentiel en matière de vaccination, notamment parce qu'ils la pratiquent dans leur cabinet, mais également par leur rôle incitatif auprès des patients. Dans le contexte particulier de la grippe A/H1N1, leur avis a été sollicité fréquemment par la population. Ainsi, dans les Pays de la Loire, 74 % des généralistes déclarent *avoir été sollicités par téléphone souvent à très souvent*, à partir de novembre 2009, *par leurs patients ou d'autres personnes*, pour donner leur avis sur la vaccination A/H1N1. 64 % déclarent que *des patients sont venus en consultation pour avoir leur avis* sur la question.

Les trois quarts des médecins de la région déclarent *avoir globalement conseillé la vaccination A/H1N1 aux adultes jeunes* appartenant à un *groupe à risque*. Cependant, 21 % des médecins disent *ne pas avoir donné d'avis en faveur ou défaveur de la vaccination* pour cette population (FIG 2). Les facteurs associés à cette recommandation de la vaccination sont le fait, pour le médecin, d'exercer en groupe, d'être de façon générale très favorable à la vaccination dans leur pratique quotidienne, de s'être fait vacciner contre la grippe saisonnière les trois hivers consécutifs précédant l'enquête et

de trouver suffisante l'information reçue des autorités sanitaires tout au long de la campagne.

Les médecins sont deux fois moins nombreux à avoir conseillé aux adultes jeunes sans facteurs de risque de se faire vacciner (38 %). Le plus souvent, pour cette population, les généralistes n'ont pas donné d'avis en faveur ou en défaveur de la vaccination (48 %). 14 % d'entre eux leur ont conseillé de ne pas se faire vacciner.

30 % des médecins pensent que la vaccination contre la grippe A/H1N1 aurait dû être obligatoire pour les groupes à risque, proportion équivalente à celle observée pour la vaccination des professionnels de santé (27 %). Les généralistes qui estiment qu'elle

aurait dû être obligatoire pour tout le monde sont rares (5 %).

Selon l'Inserm, les Français ont montré une faible acceptabilité du vaccin pandémique contre la grippe A/H1N1, avec un taux de vaccination estimé relativement faible (entre 8 et 10 %) comparativement à d'autres pays ayant choisi de mettre en place une campagne de vaccination (24 % aux USA, 74 % au Canada)⁴. Interrogés sur les raisons de cette situation, la très grande majorité des médecins généralistes déclarent que selon eux, les informations contradictoires diffusées dans les médias ont représenté un frein à la vaccination pour les patients (96 %). Sur les sept autres items de réponse proposés, ils sont égale-

76 %

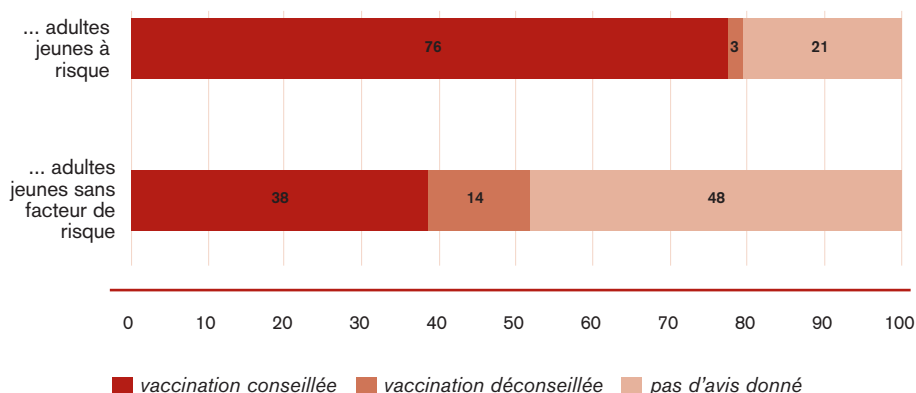
**DES MÉDECINS
ONT CONSEILLÉ
LA VACCINATION CONTRE
LA GRIPPE A/H1N1
À LEURS PATIENTS ADULTES
JEUNES À RISQUE**

ment nombreux à citer la crainte des effets secondaires (86 %) et le manque de confiance dans les pouvoirs publics (80 %). Viennent ensuite le manque de données fiables sur l'efficacité du vaccin (66 %) et la faible gravité de l'épidémie (64 %).

Plus de la moitié des médecins généralistes (55 %) estiment d'ailleurs que leurs patients n'étaient pas correctement informés sur la question des effets secondaires du vaccin et 49 % sur la gravité de la maladie. En revanche, ils considèrent qu'ils étaient correctement informés sur les mesures d'hygiène en période d'épidémie (l'hygiène des mains, le port du masque).

Les comportements des généralistes des Pays de la Loire en matière de conseils donnés aux patients sont très proches de ceux observés au plan national. La région PACA se distingue, à l'instar de ce qui peut être observé à propos des professionnels de santé, par une moindre proportion de médecins ayant conseillé aux adultes jeunes appartenant à un groupe à risque de se faire vacciner (65 %).

FIG.2 Conseil vis-à-vis de la vaccination contre la grippe A/H1N1 donné par les médecins généralistes ligériens à leurs patients...
Pays de la Loire (en %)



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale, juin-décembre 2010. Pays de la Loire, Bourgogne, PACA, France, ORS, URPS-ml, Drees
Exploitation : ORS Pays de la Loire

4 - CP Inserm, réf. p.8

La campagne de vaccination de masse

La campagne de vaccination de masse de la population contre la grippe A/H1N1 a été menée, les premiers mois, dans des centres de vaccination spécifiquement dédiés. Les médecins généralistes n'ont en effet été autorisés à vacciner leurs patients à leur cabinet qu'à partir de la mi-janvier 2010. Ce choix en faveur d'une organisation en centres dédiés était lié, selon les pouvoirs publics, au fait que les cabinets de médecine générale ne disposaient pas de l'infrastructure suffisante pour participer à une campagne de vaccination de masse, et administrer les vaccins en doses multiples (un flacon contenant en effet dix doses de vaccin).

68 % des médecins généralistes de la région déclarent qu'au début de l'été 2009, ils étaient favorables à la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1 en France (17 % très favorables et 51 % plutôt favorables). Cette opinion est plus souvent partagée par les généralistes exerçant en groupe (68 % vs 59 %), ainsi que par les généralistes hommes (67 % vs 58 % pour les femmes). Les médecins qui disent être de façon générale très favorables à la vaccination dans leur pratique quotidienne sont également plus nombreux dans ce cas (69 % vs 56 %), comme ceux s'étant fait vacciner contre la grippe saisonnière les trois hivers consécutifs précédant l'enquête (69 % vs 50 %)

Les médecins apparaissent beaucoup plus critiques quant à l'organisation en centres dédiés. Seulement

31 % d'entre eux déclarent, qu'en novembre 2009 ils étaient favorables à l'organisation dans les centres dédiés. Ce constat peut être rapproché du fait que la majorité des médecins déclarent en effet disposer à leur cabinet des moyens pour administrer les vaccins en doses multiples : un réfrigérateur pour stocker les flacons déjà utilisés (91 %), du matériel d'injection (84 %), des moyens pour réceptionner et stocker les vaccins (81 %). Ils sont également 63 % à déclarer disposer des moyens pour organiser les séances de vaccination au cabinet et 51 % des moyens pour gérer les formulaires nécessaires à la pharmacovigilance et la traçabilité du vaccin.

L'opinion des médecins généralistes des Pays de la Loire à propos de la campagne et de son organisation en centres dédiés apparaît assez similaire à celle observée au plan national, et dans les deux autres régions du panel (Bourgogne et PACA).

Concernant la charge de travail liée à la vaccination dans les cabinets libéraux, 6 % des médecins déclarent

avoir vacciné, dans les premières semaines à partir du 1^{er} février, plus de dix patients par semaine, 37 % moins de dix et 57 % aucun patient.

32 % des médecins ligériens déclarent avoir eu un de leurs patients hospitalisé pour une infection grippale A/H1N1 (pour 15 % de ces patients hospitalisés, il y a eu réanimation).

63 %

**DES GÉNÉRALISTES DÉCLARENT DISPOSER
DES MOYENS POUR ORGANISER
LES SÉANCES DE VACCINATION
AU CABINET**

LES ATTITUDES DES MÉDECINS EN MATIÈRE DE VACCINATION ET DE CERTAINS ACTES DE PRÉVENTION

> Des médecins généralistes très favorables à la vaccination de la population en général

Près de 98 % des généralistes ligériens se sont déclarés *plutôt ou très favorables à la vaccination en général dans leur pratique quotidienne*.

Huit médecins sur dix déclarent *discuter des bénéfices et des risques de la vaccination avec leurs patients*. Sur ce sujet, aucune différence significative de pratique n'est retrouvée, pour les Pays de la Loire, selon le sexe, l'âge ou le lieu d'exercice.

En ce qui concerne les vaccins les plus courants, environ un médecin sur cinq déclare ne pas être à jour du rappel pour l'hépatite B, 23 % pour la rougeole (30 % se déclarent non concernés), 33 % pour la coqueluche et enfin 37 % ne sont pas à jour de leur rappel pour la varicelle (avec un taux de non concernés de 47 %).

Il existe certaines différences régionales, notamment concernant le pourcentage d'opinion *très favorable à la vaccination en général* qui, en région PACA, est significativement inférieur à celui des Pays de la Loire (60 % vs 71 %, $p=0,006$).

> Trois médecins sur quatre vaccinés contre la grippe saisonnière

La vaccination contre la grippe saisonnière est recommandée chaque année pour les personnes âgées de 65 ans et plus, et chez celles atteintes de certaines maladies chroniques et particulièrement à risque de complications⁵.

96 % des médecins généralistes déclarent *avoir recommandé le vaccin contre la grippe saisonnière à leurs proches de plus de 65 ans*. Neuf généralistes sur dix disent *se trouver efficaces pour obtenir l'adhésion de leurs patients adultes de moins de 65 ans à la vaccination contre la grippe saisonnière lorsqu'elle leur est recommandée*. Ces données témoignent de la confiance des médecins généralistes dans la sécurité et l'utilité de cette vaccination. Toutefois, seuls 15 % des

médecins pensent que *cette vaccination devrait être obligatoire*.

La vaccination est aussi recommandée pour tout professionnel de santé en contact régulier et prolongé avec des sujets à risque de grippe sévère, afin de limiter la transmission du virus au patient et de limiter également l'absentéisme chez ces professionnels. Un peu plus des trois quarts des médecins (78 %) déclarent *s'être fait vacciner contre la grippe saisonnière* pendant trois années consécutives à partir de l'hiver 2007-2008, et 86 % se sont fait vacciner au moins une fois sur cette période. Cette dernière proportion est plus marquée chez les praticiens exerçant en cabinet de groupe (91 %). On n'observe, en revanche, pas de différence selon le sexe et l'âge dans le fait de s'être fait vacciner contre la grippe saisonnière au moins une fois.

La proportion de médecins vaccinés contre la grippe saisonnière trois années consécutives est légèrement supérieure, dans les Pays de la Loire, au taux national (78 % vs 72 %), mais la différence est encore plus marquée avec la région PACA (63 %).

> Pratiques de prévention

Concernant le *frottis de dépistage du cancer du col*, 84 % des femmes généralistes en ont réalisé un *au cours des trois dernières années*. La proportion est supérieure chez les femmes exerçant en cabinet de groupe (91 %) par rapport à celles exerçant seules (67 %).

39 % des généralistes libéraux ligériens entre 45 et 54 ans *ont réalisé pour eux-mêmes, au cours des deux dernières années, une recherche de sang dans les selles*, et 57 % des 55 ans et plus.

Les médecins exerçant en milieu rural sont plus nombreux à s'être fait dépister que ceux en milieu urbain (49 % vs 34 %).

Pour ces pratiques de prévention, on n'observe pas d'écart régional significatifs.

⁵ - Recommandations du HCSP, réf. p.8

Les moyens d'information des médecins

Dans les périodes de crise sanitaire, les questions relatives à l'information des professionnels de santé (et de la population en général) sont primordiales. Mais ce problème a pris une grande importance dans le contexte de la grippe A/H1N1, comme en témoigne la part importante de médecins déclarant que les informations contradictoires diffusées dans les médias ont pu les faire hésiter voire renoncer à la vaccination pour eux-mêmes.

Lorsqu'on demande aux médecins généralistes quelles ont été les sources d'information qui leur ont permis de construire leur point de vue sur la grippe A/H1N1, ils citent le plus souvent les revues médicales (81 %) et les sources officielles (ministère, agences sanitaires ; 76 %). Et, bien que cet item soit moins souvent cité, un médecin sur cinq dit également s'être référé à la presse grand public. (FIG.3)

Ces sources d'information se trouvent être assez similaires à celles que les médecins utilisent lorsqu'ils se posent une question à propos de la vaccination en général : plus de 80 % d'entre eux déclarent en effet alors utiliser les sources officielles (87 %) et les revues médicales (84 %).

L'utilisation des organismes professionnels ou réseaux de médecins comme source d'information est en revanche plus fréquente dans le cadre particulier de la grippe A/H1N1 que dans le cadre de la vaccination en général (71 % vs 51 %).

Les médecins généralistes apparaissent assez partagés quant à la pertinence et à la qualité des informations relatives à la grippe A/H1N1.

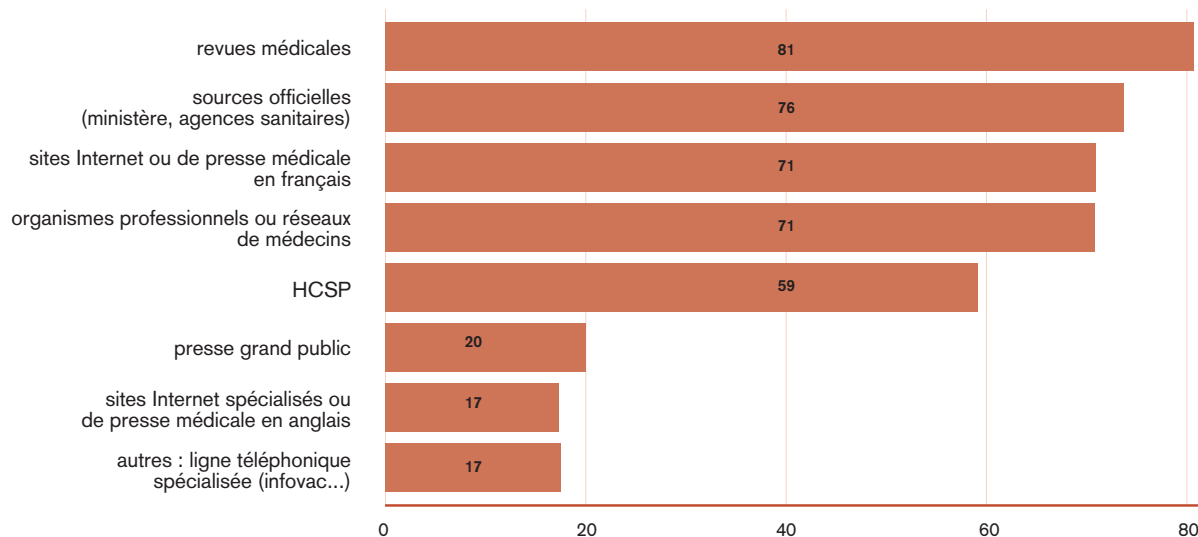
Ainsi, la moitié d'entre eux trouvent que l'information reçue des autorités

sanitaires tout au long de la campagne était suffisante (tout à fait ou plutôt), alors que l'autre moitié trouve qu'elle ne l'était pas (plutôt pas, voire pas du tout suffisante).

De même, 56 % des médecins considèrent, à la lumière de leur expérience au cours de l'épidémie A/H1N1, avoir été facilement en mesure de trouver une information pertinente en temps réel, alors que 34 % disent l'avoir été plutôt difficilement et 10 % très difficilement.

Enfin, 55 % des généralistes libéraux de la région se sentent mieux préparés à une future épidémie d'un nouveau virus grippal après cette expérience de l'épidémie A/H1N1. Cette proportion est plus importante parmi ceux qui estiment avoir reçu de la part des autorités sanitaires des informations suffisantes tout au long de la campagne (71 % vs 40 %).

FIG. 3 Sources d'informations ayant permis aux médecins de construire leur point de vue sur la grippe A/H1N1 et son vaccin
Pays de la Loire (en %)



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale, juin-décembre 2010.
Pays de la Loire, ORS, URPS-ml, Drees
Exploitation : ORS Pays de la Loire

Le panel de médecins généralistes libéraux exerçant en France métropolitaine

En juin 2010, un nouveau panel de médecins généralistes libéraux a été mis en place, grâce à un partenariat entre la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), les Observatoires régionaux de la santé (ORS) et les Unions régionales des professions de santé-médecins libéraux (URPS-ml) de trois régions.

Il fait suite à un précédent panel conduit de 2007 à 2009 dans cinq régions françaises (Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Le nouveau panel comporte trois échantillons régionaux (Pays de

la Loire, Bourgogne, PACA) mais aussi un échantillon national. Ce panel sera interrogé cinq fois pendant trois ans, au rythme d'une enquête par semestre, portant notamment sur les sujets suivants : attitudes et pratiques relatives à la vaccination, temps de travail et gestion du cabinet, prise en charge de la dépression, prise en charge des personnes âgées dépendantes.

L'échantillon de médecins interrogés a été déterminé à partir du répertoire Adeli, qui recense l'ensemble des professions de santé réglementées. Le panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine

générale concerne les généralistes libéraux hormis ceux exerçant de façon exclusive un mode d'exercice particulier. Les échantillons ont été constitués par tirages aléatoires stratifiés sur le sexe, l'âge, le type de commune d'exercice et le volume d'activité du médecin.

La première vague d'enquête, dont les résultats sont présentés ici, a eu lieu entre juin et décembre 2010. Au total, 2 628 médecins ont répondu, dont 457 pour l'échantillon régional des Pays de la Loire (296 en Bourgogne, 444 en PACA) et 1 431 pour l'échantillon national.

POUR EN SAVOIR PLUS

- > Verger P, Flicoteaux R, Pauvif L *et al.* (2011). Attitudes et pratiques des médecins généralistes de ville relatives à la vaccination en général et à celle contre la grippe A/H1N1 en 2009. *Etudes et résultats*. Drees. n° 770. 8 p.
- > Jestin C, Fonteneau L, Lévy-Bruhl D, Gautier A. (2011). Opinions et pratiques vaccinales des médecins généralistes. In *Baromètre santé médecins généralistes 2009*. Sous la direction de Gautier A. Ed. Inpes. pp. 87-115.
- > Schwarzingger M, Flicoteaux R, Cortarenoda S *et al.* (2010). Low Acceptability of A/H1N1 Pandemic Vaccination in French Adult Population: Did Public Health Policy Fuel Public Dissonance? *Plos One*. vol. 5, n° 4. 9 p.
- > InVS. (2010). Le calendrier des vaccinations et les recommandations vaccinales 2010 selon l'avis du Haut conseil de la santé publique. *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*. n° 14-15. pp. 121-172.
- > Inserm. (2010). Grippe A/H1N1 : Bilan et perspectives de la recherche à un an. 4 p. [Communiqué de presse].
- > Nicolay N, Lévy-Bruhl D, Fonteneau L, Jauffret-Roustide M. (2008). Vaccination : perceptions et attitudes. In *Enquête Nicolle 2006 : Connaissances, attitudes et comportements face au risque infectieux*. Sous la direction de Gautier A, Jauffret-Roustide M, Jestin C. Ed. Inpes. pp. 89-101.
- > Questionnaire à télécharger sur le site www.santepaysdelaloire.com

REMERCIEMENTS

Cette étude, entreprise par l'Observatoire régional de la santé (ORS) et l'Union régionale des professions de santé-médecins libéraux (URPS-ml) des Pays de la Loire, a bénéficié du soutien et du financement de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire et de la Drees.

Sa mise en œuvre a été réalisée par Marie-Christine Bournot, Elodie Cercier, François Tuffreau (ORS Pays de la Loire) et Thomas Hérault (URPS-ml Pays de la Loire).

Merci au Dr Bruno Hubert pour la relecture attentive de ce document et ses remarques critiques.

Merci également à tous les médecins généralistes libéraux qui participent à ce deuxième panel.